



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 52 - vendredi 13 mai 2011

Dans ce numéro :

- Le congrès du PC cubain, la fin d'une époque

Le Congrès du PC Cubain, la fin d'une époque

En avril dernier, lors de son dernier congrès, treize ans après le précédent, le Parti Communiste Cubain, a décidé à l'unanimité la passation de pouvoir de Fidel Castro (85 ans) à son frère Raul (80 ans), après 52 ans de règne, ainsi qu'une série de 300 mesures de « réforme », d'ouverture à l'économie de marché. Parmi celles-ci : la suppression de 500 000 postes publics et de la maigre aide aux chômeurs, l'instauration de nouveaux impôts sur les travailleurs indépendants et la disparition progressive de la *libreta* de rationnement.

Cette carte de rationnement permet de vivre au moins une partie du mois en bénéficiant de produits de première nécessité subventionnés par l'État, les salaires moyens ne dépassant pas entre 17 et 20 \$ par mois alors que le minimum pour vivre est d'environ 70 à 80 \$ mensuels. Omar Everleny Pérez, un des artisans de ces « réformes », affirme dans le *Monde Diplomatique* d'avril : « *Oui, il y a des gens qui vont perdre avec les réformes, oui, il va y avoir des chômeurs, oui, les injustices vont augmenter* ».

Dans le même temps, sur le plan politique, c'est l'immobilité totale. Le nouveau Comité central du PCC compte, parmi ses 115 membres, 78 ex dirigeants nationaux, 18 membres des puissantes Forces Armées Révolutionnaires (FAR), et seulement 7 salariés ; quant au Bureau politique de 15 membres, il a une moyenne d'âge de 60 ans, aucun moins de 45 ans et une seule femme...

Ce congrès, s'il se situe dans la continuité de l'évolution du régime, menée par un Parti et un État confondus et bureaucratisés, tourne cependant une page en approfondissant l'ouverture au marché sous prétexte de « *préserver le modèle socialiste cubain* », et en confirme l'impasse.

Depuis 1959, Castro défie l'impérialisme américain qui, en retour, impose à Cuba un embargo inacceptable, revoté tous les ans. Envers et contre tout, avec ses 60 000 médecins et 600 000 universitaires, la révolution populaire a éradiqué l'analphabétisme, permis une espérance de vie de 75 ans, la santé et l'éducation gratuites pour tous. Nous en sommes évidemment solidaires.

Mais comment une révolution, suscitant tant d'espoir chez les déshérités, a-t-elle pu aboutir à un régime vieillissant, de plus en plus corrompu, où la démocratie est étouffée ?

Le blocus américain ne saurait en être la seule explication, voire la justification. Cette évolution est aussi le résultat de la politique du pouvoir qui, en étouffant la révolution dans le carcan du nationalisme, en a épuisé les forces et a préparé, de fait, sa progressive intégration dans le marché capitaliste.

Revenir sur la naissance et la nature du régime cubain pour en comprendre l'évolution, c'est, nous semble-t-il, donner un contenu vivant à notre entière solidarité avec le peuple cubain pour discuter des perspectives, à l'heure où la révolte démocratique des peuples, comme dans les pays arabes, indique les voies d'une nouvelle montée révolutionnaire. C'est bien en essayant d'adopter le point de vue des révolutions à venir qu'il nous faut aussi tourner la page d'une époque révolue, celle où le nationalisme anti-impérialiste dominait les cerveaux, et comprendre l'évolution de la révolution cubaine avec un regard démocratique et révolutionnaire, celui de l'avenir.

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

Une révolution populaire

Lorsque, en 1959, la révolution cubaine a éclaté, le monde s'organisait autour de deux camps antagonistes rivaux, les USA et l'URSS, qui savaient cependant faire cause commune pour contrôler travailleurs et peuples en défense de leur ordre mondial.

La révolution cubaine s'inscrit dans la période ouverte, à la fin de la 2^{ème} guerre mondiale, par les bouleversements révolutionnaires des mouvements de décolonisation qui ont mis en mouvement des millions d'opprimés contre la domination des puissances colonisatrices. Après la Révolution russe, loin de conquérir repos et stabilité, la bourgeoisie mondiale dut faire face à une vague de soulèvements à une échelle jamais atteinte jusqu'alors. Les soulèvements des peuples coloniaux, fruits de l'héroïsme des masses, s'ils ne purent abattre l'impérialisme, lui imposèrent la reconnaissance de leur droit à une existence nationale indépendante et contribuèrent à redéfinir les rapports de force à l'échelle mondiale.

À la veille de la révolution, à Cuba comme dans bien d'autres pays d'Amérique latine, coexistent des éléments de sous-développement et de développement, sous la mainmise des USA qui possèdent 90 % des mines, 50 % des terres, et contrôlent 67 % des exportations. Ils y imposent des régimes dictatoriaux, corrompus, qui leur sont tout dévoués tout en se constituant des fortunes par le pillage des caisses publiques et l'aggravation de l'exploitation des masses populaires.

L'histoire sociale cubaine est riche de luttes, de grèves politiques, de révoltes des travailleurs qui représentent, dans les années 30, 16 % de la population active, et de la jeunesse. Le mouvement ouvrier s'est organisé d'abord avec le Parti socialiste, puis autour du Parti communiste fondé en 1925. Mais l'émergence de la bureaucratie en URSS, justifiant son existence dès 1923 par la théorie du « *socialisme dans un seul pays* » de Staline, va avoir des répercussions sur le mouvement ouvrier à Cuba comme ailleurs.

À peine créé, le PCC est dominé par le stalinisme ; sans tradition de luttes, il prendra tous les virages imposés par Staline. En août 1933, il brade la grève générale contre le dictateur Machado en négociant dans le dos du Comité central de grève. Désavoué, la grève se poursuit contraignant Machado à la fuite.

En mars 1935, rallié à la politique des Fronts populaires, le PC trahit une nouvelle fois la grève et vante le rapprochement avec les USA de Roosevelt, allié de Moscou. En 1938, il soutient le gouvernement du commandant en chef de l'armée, Batista, arrivé au pouvoir après l'échec de la grève de 1935 ; il aura même 2 ministres dans son gouvernement de 1942 à 44. Le PCC s'en prend aux trotskistes, comme l'ouvrier boulanger noir Sandalio Junco, assassiné en 1942 par un commando de stalinien.

S'étant déconsidéré aux yeux des masses, les effectifs du PCC chutent considérablement. Et lorsque, dans le contexte de la Guerre froide, il perd ses positions acquises au sein des directions syndicales, il n'a plus de réelle influence.

C'est le *Mouvement du 26 Juillet* de Fidel Castro et de ses compagnons qui va occuper la place laissée libre par le PCC, à travers une lutte radicale contre l'impérialisme et la dictature corrompue de Batista.

Des jeunes passent à l'action le 26 juillet 1952 à Santiago de Cuba, en tentant de s'emparer de la caserne de la Moncada ; leur slogan est « *La Patrie ou la mort !* ». La tentative est durement réprimée, mais Fidel Castro, en assumant sa propre défense –il est avocat de métier– par ses mots : « *Condamnez-moi. Cela m'est égal. L'histoire m'absoudra...* », gagne à son mouvement un capital de sympathie. Finalement amnistié grâce à une campagne de solidarité, il doit s'exiler et séjourner aux États-Unis et au Mexique. En novembre 1956, il revient clandestinement du Mexique à bord du bateau Granma avec 82 de ses compagnons - dont le Che - pour, à partir de la zone montagneuse de la Sierra Maestra, en s'appuyant essentiellement sur des paysans sans terre, libérer Cuba.

Castro, jeune intellectuel, est issu du Parti Orthodoxe, parti démocrate aux tendances anti-communistes ; le *Mouvement du 26 Juillet* est formé par un petit noyau de jeunes issus de la bourgeoisie, déterminés à aller jusqu'au bout de la lutte armée pour arracher l'indépendance nationale. En avril 1958, il a lancé un appel à la radio à la grève générale pour renverser Batista ; mal préparée, elle n'est pas suivie. Son échec milite dans le sens que seule est concevable une victoire militaire. Dès lors, Castro réorganise son Mouvement dont il est désigné secrétaire général et Commandant en Chef de toutes les forces armées.

Est affirmée la priorité de la lutte de guérilla paysanne sur la lutte de la classe ouvrière ; désormais, toutes les forces d'opposition à la dictature sont unies sous l'hégémonie du *Mouvement du 26 Juillet*.

Quand, le 31 décembre 1958, le dictateur Batista est contraint à la fuite, vaincu militairement dans la Sierra malgré les moyens mobilisés contre les guérilleros - aviation et blindés -, la joie est immense. Castro appelle à la grève générale qui devient totale pour appuyer l'avancée de l'armée révolutionnaire qui traverse les principales villes pour arriver à La Havane le 2 janvier. Il y est acclamé aux côtés du Che.

Un gouvernement civil est d'abord mis en place, sans la participation directe de Castro et de ses lieutenants qui ont cependant des responsabilités militaires. Mais bientôt, il devient Premier ministre et ses amis concentrent dans leurs mains tout le pouvoir.

Isolé sur le plan économique et diplomatique, les États-Unis refusant de reconnaître le nouveau gouvernement malgré sa demande, Castro prend des mesures radicales pour défendre la révolution : réforme agraire, expropriations des grands propriétaires, nationalisations des raffineries et de toutes les entreprises américaines sur le territoire cubain.

Ce radicalisme pour impulser une politique refusant la soumission à l'impérialisme, comme la victoire contre Batista, ont été possibles grâce au soutien du peuple qui, à chaque étape, a fait preuve de détermination, d'énergie, de courage, permettant à Castro de répondre par des mesures plus radicales pour s'émanciper de la tutelle américaine. C'est aussi grâce aux masses animées de soif d'égalité et de dignité que Cuba a pu tenir aussi longtemps face au géant américain.

Vers une dictature, au nom du « marxisme léninisme »

En 1961, Castro proclame la révolution « socialiste » en réponse au débarquement organisé par la CIA, sous le houlette du démocrate Kennedy, à la Baie des Cochons de troupes qui rêvaient d'abattre le régime.

En 1965, son parti unique prend le nom de « Parti Communiste Cubain ».

L'hostilité des États-Unis et le contexte de la Guerre froide ont ainsi amené Cuba à se rapprocher puis à dépendre de l'URSS, seul allié commercial et politique possible face aux États capitalistes, dans la mesure où les guérilleros limitaient la révolution à des objectifs anti-impérialistes dans le cadre qui s'imposait alors aux luttes de libération nationale. C'est ainsi que Castro est devenu « communiste ». Dans leur lutte acharnée pour l'indépendance, les dirigeants castristes se sont appuyés sur les masses, mais sans les appeler à exercer le pouvoir ni proposer une politique internationaliste dirigée vers la classe ouvrière.

Dans un contexte de Guerre froide, puis de crise et de recul du mouvement ouvrier à l'échelle internationale, l'État issu de la révolution s'est alors bureaucratisé, coexistant avec l'armée patriote et la propriété, même si la bourgeoisie étriquée a souvent choisi l'exil aux USA.

Le « socialisme » dont Castro s'est réclamé dans le sillage de l'URSS reposait sur le contrôle des moyens de production imposé par la révolution, mais limité aux frontières nationales. Il ne s'est en particulier jamais adressé aux masses opprimées des États-Unis, dont les noirs. Seul, il n'a pu se débarrasser du sous-développement ni échapper à la pression du marché mondial.

Le régime a donc corseté l'initiative populaire à travers ses organisations « de masse » totalement contrôlées par l'État, le PCC, la CTC (syndicat unique), les organisations de femmes, de jeunesse, avec une phraséologie « marxiste léniniste » empruntée à la bureaucratie soviétique.

Pour la sauvegarde du pays dans ces conditions, Castro a imposé, selon les aléas de la situation internationale, des politiques que la population a dû subir, attachée à la survie d'un régime qu'elle avait contribué à mettre en place.

En 1968, ce fut l'« offensive révolutionnaire » décrétant la collectivisation même des étals des rues, ce qui fut fait... C'était au moment où le régime soutenait l'invasion de la Tchécoslovaquie par les chars russes !

Puis ce fut le virage vers l'encouragement à l'enrichissement privé, accentué sous l'influence de Gorbatchev qui commença à libéraliser l'économie soviétique. Ce virage s'est accompagné d'un relâchement, par l'État cubain, du soutien qu'il apportait, depuis sa création, à diverses guérillas dans le monde. Ce fut le retour de 55 000 soldats cubains d'expéditions pour la gloire du pays en Afrique... autant de main d'œuvre désœuvrée, intégrée au marché noir ou à l'État.

Puis, nouveau coup de barre « à gauche » : Castro accuse au Congrès du Parti de 1986 de hauts fonctionnaires et membres du Parti d'être devenus « une nouvelle bourgeoisie avec des activités capitalistes » : quelques profiteurs notoires sont emprisonnés, c'est la militarisation du travail sous la houlette d'anciens officiers de l'armée ; pas question de critiquer, de faire grève...

Enfin, après une nouvelle critique de cette politique et sous les coups conjoints de la crise capitaliste, de la chute du mur de Berlin et de l'implosion de l'URSS, Cuba serait entrée dans une « Période Spéciale en Temps de Paix »... Une période de difficultés économiques extrêmes au cours de laquelle la population a dû se débrouiller pour survivre, dans une société de plus en plus placée sous le règne du dollar.

Et à l'adaptation au marché

Castro a ainsi, de fait, préparé le retour vers le marché. Aucun de ses tournants politiques ne s'est réellement attaqué au marché noir qui a survécu à la révolution, utilisé d'abord par les élites pour s'enrichir, mais aussi par des Cubains moins privilégiés pour contourner la pénurie du rationnement (la fameuse *libreta*), en profitant de leur contact avec des porteurs de devises étrangères (artisans taxis, milieux de la restauration, hôtellerie, petit commerce...). Activités qu'en 1976, le régime décida d'autoriser après le travail pour l'État, de même que la construction de logements privés, tout en stoppant le blocage des loyers pour les plus pauvres. Ce qui a entraîné injustices, corruption, gabegie...

Un marché noir légal fut instauré en 1980 pour des produits excédentaires vendus à des prix fixés par l'État. Mais, du fait de la corruption, leurs prix ont été de 3 à 8 fois supérieurs au prix des produits rationnés.

Dans un contexte international de crise et de recul du mouvement ouvrier, le peuple cubain a tenu, mais l'économie cubaine n'a pu faire autrement que de s'ouvrir encore plus aux capitaux étrangers, surtout à partir de 1986 par le biais du tourisme, dont les Cubains résidant à Cuba étaient, eux, privés, et qui a cru de 0 touriste en 1971 à 567 000 en 1997.

En 1990, le dollar fut légalisé, l'Etat créant lui-même des bureaux de change de devises étrangères pour les privilégiés qui en avaient, ce qui réduisit le marché noir de dollars dans la rue, mais creusa l'inégalité déjà très grande entre ceux ayant accès aux devises, essentiellement citadins et blancs, et les populations noires des quartiers pauvres et des campagnes.

Avec la fin des échanges privilégiés avec l'URSS et l'ex-bloc soviétique en 1991, suite à leur effondrement, l'économie cubaine qui en dépendait à 80 % a été littéralement décimée. Le régime a dû accélérer sa course aux investissements étrangers, pour produire et maintenir les acquis sociaux, mais surtout payer l'énorme dette vis-à-vis de l'URSS et les pays occidentaux, dont la France.

En 1992, la Constitution institua la fin du monopole d'Etat sur la propriété des moyens de production, permettant de transférer des propriétés à des entreprises privées, surtout dans le tourisme, autorisant la création d'entreprises de commerce extérieur publiques et semi-publiques, pouvant importer et exporter librement avec l'aide de l'Etat et licencier les travailleurs dits « *indisciplinés ou improductifs* »...

Le développement de joint-ventures et sociétés d'économie mixte dans le tourisme (mais pas seulement), pouvant faire des profits en devises et sans contrôle de l'Etat, entraîna bien souvent des fusions supprimant jusqu'à 500 000 emplois en 2008, avec la fermeture de la moitié des centrales sucrières jugées « *non rentables* », généralisant les méthodes de gestion capitalistes : heures sup, rendements, brimades, sanctions sous la houlette de « *sergents de la production* » (gérants, souvent du PCC), les travailleurs licenciés conservant cependant des aides de l'Etat.

Le chômage, infime depuis les années 65, a atteint 18 % de la population active en 1992.

En 2008, 20 % de la population urbaine était pauvre, une partie plongeant même dans les trafics : prostitution, délinquance, drogue...

Les investissements étrangers restent rares et timides à cause de l'embargo aggravé par la loi dite Helms-Burton en 1996, mais aussi du fait que l'économie cubaine est jugée pas assez fonctionnelle ni sûre pour l'impérialisme, car trop soumise au contrôle d'un Etat qui lui échappe encore. Mais pour combien de temps ?

Car aujourd'hui, les dirigeants les plus puissants de l'armée, les FAR, sont les plus ouverts au capitalisme. Ils défendent le modèle chinois, c'est-à-dire un encadrement accru de la population et, en même temps, une ouverture de plus en plus grande vers le marché mondial capitaliste.

C'est ainsi que le Ministre du tourisme, un civil, a été remplacé en 2004 par un militaire, ex-directeur de la chaîne de tourisme et d'hôtels de luxe Gaviota, partisan avéré du rapprochement avec le capitalisme !

L'armée est le 2^{ème} grand pilier du pouvoir avec Castro et le Parti. Et le 2^{ème} grand employeur, surtout dans le tourisme. L'entreprise hôtelière d'Etat Cubanacán, par exemple, groupe le plus important avec 40 % des revenus du secteur, au chiffre d'affaires de 800 millions de dollars avec 15 compagnies, 23 entreprises mixtes, dont certaines à l'étranger. Elle a dû démettre son patron en 2003 pour malversations financières...

Aujourd'hui, la dépendance économique de Cuba, déjà très forte vis-à-vis de la Russie par le paiement d'énormes dettes contractées auprès de l'ex-URSS, s'accroît vis-à-vis de pays capitalistes vers lesquels elle ouvre de plus en plus son économie.

Et si les USA mettaient eux-mêmes fin à l'embargo inique, ce ne serait pas pour soulager les restrictions populaires, mais pour le bénéfice du lobby américain de l'agrobusiness qui y est favorable. Cuba serait alors envahie par les capitaux américains et mondiaux, et non plus par un débarquement militaire devenu inutile...

Pour la démocratie révolutionnaire par en bas

Il y avait de quoi être enthousiasmé par Cuba tenant tête à la première puissance mondiale pour se soustraire à la pression impérialiste. Mais son évolution a tout l'air d'une fin de règne. La passation de pouvoir destinée à maintenir les privilèges d'une poignée de hauts responsables d'un parti déconsidéré et de militaires clôt une période historique, celle des luttes de libération nationale. Les digues du dernier point de résistance issu de la vague de révolutions nationales des peuples opprimés ont cédé sous la pression du marché mondial. Une nouvelle époque commence qui met à l'ordre du jour une nouvelle phase révolutionnaire, libérée pour l'essentiel de la question nationale, et posant au centre de son œuvre l'émancipation sociale, la conquête de la démocratie, du pouvoir par les opprimés eux-mêmes.

La population ne peut compter que sur elle-même pour forger son propre destin. Pour cela, elle a besoin d'inscrire son combat pour la démocratie et l'égalité sociale dans une nouvelle perspective ouvrière et internationaliste. Le recul programmé par l'adaptation aux nouveaux rapports de force ira jusqu'à son terme et liquidera les dernières traces de la révolution.

Son radicalisme, la révolution cubaine le doit aux mobilisations par en bas de tout un peuple. Les dirigeants castristes

n'ont jamais cherché à ce que celui-ci exerce directement le pouvoir. Le castrisme ne s'est jamais fixé l'objectif, tant vis-à-vis des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes que vis-à-vis de la classe ouvrière américaine, d'être un parti oeuvrant à l'émancipation des masses par elles-mêmes.

L'impasse du nationalisme, même conséquent, radical, humaniste, prend aujourd'hui le visage du bureaucratisme, de la gabegie, de l'essor du marché noir, des privilèges, du manque de libertés politiques et syndicales, de la dictature sur la population la plus pauvre.

Donner la parole à la population, c'était lui donner le droit d'exprimer ses besoins, son aspiration à une réelle égalité sociale, et par là, de revendiquer son droit à faire grève, à s'organiser syndicalement indépendamment de l'Etat, à exercer son contrôle sur l'économie, la politique, l'État qui se prétendait le sien. Avec le régime de Parti unique, le culte du chef et de l'armée calqués sur le modèle stalinien, le gouvernement castriste a fait le choix de museler toute vie démocratique pour défendre ses propres intérêts, différents de ceux qu'il prétendait représenter.

Le renouveau démocratique dont les masses ont besoin ne peut pas venir des dirigeants cubains ; il ne viendra pas non plus des prétendues démocraties, responsables de la guerre et de la misère partout dans le monde.

Une réelle démocratie vivante, révolutionnaire, ne peut se mettre en place que sous la direction démocratique des masses, ayant une claire conscience que leurs intérêts sont ceux de tous les opprimés, dans une perspective internationaliste.

Alors, comment envisager un renouveau du mouvement ouvrier à Cuba, difficile de le dire. Cela dépendra pour une large part des évolutions dans le monde et en Amérique latine.

Écrire une nouvelle page de l'histoire révolutionnaire prendra du temps. Les masses ont besoin d'acquérir la conscience que ce sont elles qui ont joué, hier, un rôle décisif dans la lutte d'émancipation dont elles ont été dépossédées.

Écrire une nouvelle page signifie se réapproprier leur propre combat en se libérant des mythes étatiques qui n'ont d'autre fonction que de les soumettre, de dominer les consciences.

Aujourd'hui, les villes ont un poids bien supérieur à ce qu'il était dans les premières années de la révolution. Parmi toute une génération, la mémoire des années révolutionnaires est encore vivante, l'anti-impérialisme bien réel. Mais la jeunesse, au 21^{ème} siècle, ne peut accepter les restrictions tant économiques que sociales. Elle aspire à une vie moderne et épanouie, sans rationnement, avec libre accès à Internet, avec le droit de sortir des frontières du pays, avec les libertés politiques, sans idoles. Elle sera peut-être la génération qui luttera pour l'égalité.

Il existe une conscience d'une communauté d'intérêt de classe tant à l'échelle de Cuba qu'à celle des peuples de la région qui constitue les bases d'un mouvement ouvrier indépendant, une force politique capable d'apporter de nouvelles perspectives démocratiques et émancipatrices.

L'expérience cubaine, son échec, illustre en négatif l'actualité de ce que le mouvement trotskyste a appelé la théorie de la révolution permanente : la réalisation des tâches démocratiques dans un pays dominé (la réforme agraire, l'instauration de droits et libertés essentiels...) ne peut se faire que sous la direction démocratique des opprimés, intervenant dans la perspective du combat de classe international pour libérer le monde de la domination de la propriété capitaliste.

A l'ère de la mondialisation libérale et impérialiste, il est urgent de renouer avec une orientation clairement démocratique et égalitaire de libération des peuples par eux-mêmes, sans chef suprême !

Monica Casanova

Au sommaire